

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZGANE AÏT MELLOUL
DISTRICT AIT MELLOUL
COMMUNE AIT MELLOUL

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° **16/2017/cam**

Séance de remise des offres Du
30 mai 2017

A 10H30 DIX HEURES trente minutes

Dons et secours en faveur des indigents à l'occasion de ramadan

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : Objet du règlement de la consultation.

Le présent règlement de la consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix ayant pour objet **Dons et secours en faveur des indigents à l'occasion du Ramadan à la commune d'Aït Melloul - préfecture inezgane / Aït Melloul.**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par décret n°2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret 2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 2 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du marché qui Fera suite au présent appel d'offres est : **la Commune Aït Melloul.**

ARTICLE 3 : Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n°2-12-349 précité :

3-1)) Seules Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le présent décret, les personnes physiques ou morales, qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement;
- sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de cet organisme.
- qui remplissent les conditions par l'article premier de la loi 53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise promulguée par le dahir N°1-02-188 du 12 jourmada I 1423(23 juillet 2002)

3-2)) Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 ci-dessous.
- **les personnes visées à l'article 65 de la loi organique n°113-14 relative aux communes promulguée par Dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015);**
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de Passation de marchés.

ARTICLE 4 : LISTE DES PIÈCES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS.

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret 2-12-349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

4-1)) UN DOSSIER ADMINISTRATIF COMPRENANT :

- a) La déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique timbrée, cachetée et signée par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet, comportant les mentions prévues par l'article 26 du décret n° 2-12-349 précité ; (*)

b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui en tient lieu ; **Conformément au modèle prescrit par la circulaire du premier ministre n° 72/CAB du 26/11/1992.**

En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités décrites au 5ème paragraphe du C de l'article 157 du décret N° 2-12-349 précités :

c) Pour les groupements, Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévues par l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité.

En cas de groupement

Les pièces comportant (*) doivent être fournies en cas de groupement d'entreprises par chacun des membres du groupement.

4-2)) UN DOSSIER TECHNIQUE :

Conformément aux dispositions du § B de l'article 25 du Décret n° 2-12-349 précité, il est exigé aux concurrents, la production de les pièces suivantes :

⇒ Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation (cette note doit être signé et cacheté par le concurrent)

En cas de groupement

Au présent article 4 , Les concurrents doivent se conformer strictement aux dispositions de l'article 157 du décret 2-12-349 précités.

NB : Concernant les établissements publics, les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 25 du décret n°2-12-349 précité.

4-3)) Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à L'article 40 du décret n°2-12-349 précité ci-dessous:

a - la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent (*):

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune Pièce n'est exigée ;

- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :

§ Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique(*);

§ Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale(*);

§ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant. (*)

b- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité . Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé; (*)

c- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité (*) ou de la décision (*) du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme. (*)

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

d- le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur; ou sa copie certifiée conforme à l'originale(*)

e- l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc. (*)

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation

délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits. (*)

En cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit fournir individuellement Les pièces comportant (*)

ARTICLE 5 : Composition du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) copie de l'avis d'appel d'offres prévus à l'article 20 du décret n° 2-12-349 ci-dessous,
- b) un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) le modèle de l'acte d'engagement prévue à l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité;
- d) le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif
- e) le modèle de la déclaration sur l'honneur;
- f) le présent règlement de consultation.

ARTICLE 6 : Modification dans le dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n°2-12-349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions de l'article 20 du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 7 : Répartition en lots

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé **en lot unique**.

ARTICLE 8 : Retrait et téléchargement des dossiers d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le (ou les) bureaux (x) indiqué (s) dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres. Il est retiré contre gratuitement au service indiqué à l'avis des appels d'offres, Les dossiers d'appel d'offres peuvent également être téléchargés électroniquement à partir du portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma.

ARTICLE 9 : Information des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n°2-12-349 précité, tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent, à la demande de ce dernier, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres qui ont retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée par fax confirmé donnant date . Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent.

ARTICLE 10 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents

10-1)) Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- a) Les pièces du dossier administratif (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- b) Les pièces du dossier technique (Cf. Article 4 ci-dessus) ;
- c) Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé et cacheté sur toutes les pages par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet .
- d) Une offre financière comprend :
 - L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du présent marché conformément aux conditions prévus au CPS en un seul exemplaire établi conformément

aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité et au modèle figurant au dossier du présent appel d'offres ;cet acte d'engagement dûment rempli, comportant le relevé d'identité bancaire (RIB) , signé et cacheté par le concurrent et ou par son représentant habilité.

- Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 Ci-dessous, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour Représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.
 - Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres
- Le bordereau des prix- détail estimatif, demandé dans le dossier d'appel d'offres établi conformément aux dispositions du paragraphe (b) de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité et au modèle figurant au dossier du présent appel d'offres ;ce bordereau des prix- détail estimatif dûment rempli , est signé et cacheté par le concurrent et ou par son représentant habilité
 - les prix unitaires et le montant total en du bordereau des prix et du détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

10-2)) Présentation des dossiers des concurrents.

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté et bien fermé portant les mentions suivantes : :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché .
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « **le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis** ».

Ce pli contient deux enveloppes distinctes comprenant :

la première enveloppe : contient les pièces des dossiers **administratif** et **technique**, Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) paraphé, signé et cacheté sur toutes les pages par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet et à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté ». Le cahier des prescriptions spéciales, présenté par un groupement doit être signé soit par l'ensemble des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations Légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, , la mention « dossiers administratif et technique » :

- a) **La deuxième enveloppe :** contient l'offre financière du concurrent. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, la mention « offre financière » ;

ces deux enveloppes doivent porter de façon apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché.
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis

En cas de groupement Au présent article 10 , Les concurrents doivent se conformer strictement aux dispositions de l'article 157 du décret 2-12-349 précités .

ARTICLE 11 : dépôt des plis des concurrents.

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n°2-12-349 précité, **les plis sont**, au choix des concurrents :

- Soit les déposés sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit les envoyer par voie électronique conformément à l'article 6 de l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n°20-14 du 04 Septembre 2014 relatif à la dématérialisation des procédures des marchés public
- Soit les envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit les remis sur support papier, séance tenante, au président de bureau d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n°2-12-349 précité.

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché

Les éléments de réponse du concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché doivent être produits dans un pli fermé. Ce pli doit Comporter de façon apparente les mentions suivantes :

-le nom et l'adresse du concurrent ;

- l'objet du marché et, éventuellement, l'indication du lot en cas de marché alloti;

*- l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres " et porter la mention apparente **« complément de dossier et éléments de réponse »**.*

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n°2-12-349.

Ce pli doit être soit déposé, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la lettre d'invitation, soit envoyé, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité

ARTICLE 12 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIER

Tous les documents ou pièces contenus dans les dossiers et les offres des concurrents doivent être établis en langues ARABE ou FRANCAISE

ARTICLE 13 : MONNAIE DANS LAQUELLE EST EXPRIME LE PRIX DES OFFRES

Conformément aux dispositions du § 3-I de l'article 18 du décret n° 2-12-349 précité. La ou les monnaies convertibles dans lesquelles le prix des offres doit être exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham marocain. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 14 : Retrait des plis.

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n°2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 11 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret n°2-12-349 et rappelées à l'article 11 ci-dessus.

Si, dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux concurrents, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les concurrents qui auront donné leur accord par lettre recommandée, avec accusé de réception, adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 15 ECHANTILLONS.

*Les échantillons exigés par le dossier d'appel d'offres doivent être déposés dans le bureau du magasinier au parc communal sis au quartier industriel à Ait Melloul avant le 29 mai 2017 Et au plus tard à 12h00 à douze heures à savoir : **prix N° 1-2-3-4-5-6-7-8-9***

Le concurrent doit mentionner sur Chaque échantillons son nom, le numéro de prix convenable, le type et la marque de la fourniture et les échantillons doivent être bien emballé .

Aucun échantillon n'est accepté au-delà de la date et heure limites prévues ci-dessus.

Les échantillons déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour ouvrable précédant le jour et l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait des échantillons fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

Les concurrents ayant retiré leurs échantillons peuvent présenter de nouveaux échantillons, dans les conditions prévues ci-dessus. Il est procédé à l'examen des échantillons dans les conditions prévues par le décret N°2-12-349 précités.

Après la désignation de l'attributaire du marché, le maître d'ouvrage restitue les échantillons, à leurs auteurs, sauf s'ils ne sont pas restituables.

Les **échantillons**, des concurrents non retenus doivent être récupérés, contre décharge, par leurs propriétaires au plus tard 05 jours après la date de la désignation de l'attributaire du marché. Passé ce délai l'administration décline toute responsabilité quant à une éventuelle détérioration dudit échantillon déposés.

Les **échantillons**, de l'attributaire ne lui seront restitués qu'après la réception provisoire Des prestations faisant objet présent du marché. Sauf s'ils ne sont pas restituables.

ARTICLE 16 : Critères d'appréciation des capacités techniques et financières des concurrents

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

Les concurrents retenus devront satisfaire aux exigences suivantes :

- Avoir les moyens humains et matériels nécessaires pour la réalisation des prestations objet du marché dans les conditions optimales.

ARTICLE 17: Critères de jugement de l'offre.

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objets de la consultation et au vue des éléments contenus dans les dossiers administratifs et techniques de chaque concurrent.

Pour l'attribution du marché, le seul critère à prendre en considération, après admission des concurrents, est le prix proposé : l'offre la moins-distante Et dans les conditions prévues par les articles 40 et 41 du décret 2-12-349 du 08 jourmada I 1434(20 mars 2013) relatifs aux marchés publics.

ARTICLE 18: validité des offres

En applications des disposition de l'articles 33 du décret 2-12-349 du 08 jourmada I 1434(20 mars 2013) relatifs aux marchés publics. Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante quinze jours (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage pourra saisir les concurrents par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les concurrents qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

PRESENTE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE
LE PRESIDENT DU CONSEIL COMMUNE D'AIT MELLOUL

FAIT A AIT MELLOUL LE

Les concurrents ayant retiré leurs échantillons peuvent présenter de nouveaux échantillons, dans les conditions prévues ci-dessus. Il est procédé à l'examen des échantillons dans les conditions prévues par le décret N°2-12-349 précités.

Après la désignation de l'attributaire du marché, le maître d'ouvrage restitue les échantillons, à leurs auteurs, sauf s'ils ne sont pas restituables.

Les **échantillons**, des concurrents non retenus doivent être récupérés, contre décharge, par leurs propriétaires au plus tard 05 jours après la date de la désignation de l'attributaire du marché. Passé ce délai l'administration décline toute responsabilité quant à une éventuelle détérioration dudit échantillon déposés.

Les **échantillons**, de l'attributaire ne lui seront restitués qu'après la réception provisoire Des prestations faisant objet présent du marché. Sauf s'ils ne sont pas restituables.

ARTICLE 16 : Critères d'appréciation des capacités techniques et financières des concurrents

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

Les concurrents retenus devront satisfaire aux exigences suivantes :

- Avoir les moyens humains et matériels nécessaires pour la réalisation des prestations objet du marché dans les conditions optimales.

ARTICLE 17: Critères de jugement de l'offre.

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objets de la consultation et au vue des éléments contenus dans les dossiers administratifs et techniques de chaque concurrent.

Pour l'attribution du marché, le seul critère à prendre en considération, après admission des concurrents, est le prix proposé : l'offre la moins-distante Et dans les conditions prévues par les articles 40 et 41 du décret 2-12-349 du 08 jourmada I 1434(20 mars 2013) relatifs aux marchés publics.

ARTICLE 18: validité des offres

En applications des disposition de l'articles 33 du décret 2-12-349 du 08 jourmada I 1434(20 mars 2013) relatifs aux marchés publics. Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante quinze jours (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage pourra saisir les concurrents par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les concurrents qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

PRESENTE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE
LE PRESIDENT DU CONSEIL COMMUNE D'AIT MELLOUL

FAIT A AIT MELLOUL LE

28 AVR 2017.

